



le 6 novembre à 11h00
parvis des Droits de l'homme à St brieuc
(derrière la mairie)



ENSEMBLE : ACTIFS-VES ET RETRAITE-ES LE 6 NOVEMBRE CONTRE L'AUSTERITE !

Le 6 novembre les retraité.es des organisations CGT, CFTC, CFE-CGC, FSU, SOLIDAIRES FGR-FP et des associations LSR, ENSEMBLE et solidaires se mobilisent et occuperont la rue parce qu'ils et elles s'opposent au projet de budget de financement de la Sécurité sociale de LECORNU et refusent d'être la cible privilégiée.

Dans le contexte de crise politique, économique et sociale inédite, dont Macron est le responsable, Gouvernement et patronat entendent faire supporter aux salarié.es, aux privé.es d'emploi et aux retraité-es un budget d'austérité et d'injustice sociale au motif des déficits, de la dette publique, des dépenses de santé plus importantes notamment parmi les retraité.es etc.

En plus du gel des retraites complémentaires AGIRC-ARRCO, décidé par le patronat, le gouvernement entend amplifier les mesures anti sociales contenues dans le PLFSS dans son budget :

- Gel des pensions en 2026, poursuite de l'année blanche,
- Sous indexation des pensions minorées de 0,9% jusqu'en 2030,
- Gel du barème de l'impôt,
- Suppression des 10%,
- 3000 suppressions d'emplois de fonctionnaires,
- Remise en cause du statut des ALD, (affection longue durée)
- Transfert des prestations de la Sécurité sociale vers les complémentaires santé qui devront verser une contribution de 1 milliard des complémentaires santé (mutuelle).

Mesures qui vont conduire à une augmentation de la cotisation pour les assuré.es. 700 000 retraité.es sont déjà sans complémentaires santé.

Les conséquences vont être dramatiques pour les retraité.es, mais également pour les salarié.es et leurs familles. Le patronat pendant des décennies de politiques salariales ont comprimé les rémunérations, externalisé les emplois, précarisé les carrières.

Ce projet de loi constitue une attaque sans précédent contre notre sécurité sociale et contre les droits des retraité.es et salarié.es.

Cependant, les plus haut revenus, les grandes entreprises sont toujours épargnées et continueront à bénéficier de niches fiscales, de versements faramineux de dividendes aux actionnaires, d'exemptions et exonérations de cotisations sociales et de bénéficier d'aides publiques sans contreparties.

Il est urgent d'amplifier la pression sur les parlementaires pour ne pas voter ce budget, en veillant sur leur vote pour informer très largement nos syndiqué.es et au-delà la population

OUI ! il est possible de financer une Sécurité sociale répondant aux besoins de la population en termes de niveau de retraite, de prise en charge de la maladie, de perte d'autonomie avec les 88 milliard d'euros d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises dont les 211 milliards d'euros d'aides publiques versées aux entreprises sans aucune contrepartie, des recettes qui permettraient de couvrir l'ensemble des dépenses actuelles de la Sécurité sociale, de développer l'hôpital public de créer des centres de santé publics permettant à la population d'avoir accès aux soins, de prendre en charge la perte d'autonomie et d'assurer un niveau décent de retraite et de partir à 60 ans.

Le gouvernement et le capital font, d'abord, le choix de réduire les dépenses publiques plutôt que de rechercher des recettes pour financer notre système de protection sociale pour répondre aux besoins de toutes et tous.

C'est bien une question de volonté politique et de choix de classe.

Le 6 novembre faisons converger nos exigences sociales et luttons ensemble pour nos droits

AGISSONS ENSEMBLE